

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Qui-sont-les-artisans-de-la-debacle-economique-Le-gouvernement-Obama-inversera-t-il-la-tendance>

Qui sont les artisans de la débâcle économique ? Le gouvernement Obama inversera-t-il la tendance ?

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -
Date de mise en ligne : mercredi 19 novembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'effritement financier d'octobre 2008 n'est pas l'effet d'un phénomène économique cyclique. C'est un aboutissant calculé de la politique du gouvernement des États-Unis, orchestré par le Trésor américain et le Federal Reserve Board.

Le « plan de sauvetage » (« The Bailout ») proposé par le Trésor américain ne constitue pas une « solution » à la crise. C'est en fait tout le contraire : il provoque davantage de débâcle. Il crée une concentration de richesses sans précédent, qui à son tour contribue à creuser les inégalités économiques et sociales, au sein des nations et entre les nations.

Le niveau d'endettement est monté en flèche. Poussées à la faillite, les corporations industrielles sont rachetées par les institutions financières mondiales. Le crédit, c'est-à-dire, l'offre de prêts de financement, qui constitue la bouée de sauvetage de la production et de l'investissement, est contrôlé par une poignée de conglomérats financiers.

Avec le « plan de sauvetage » la dette publique a dérapé. Les États-Unis sont le pays le plus endetté de la planète. Avant le « renflouage », leur dette publique était de l'ordre de 10 billions de dollars. Cette dette libellée en dollars US se compose de bons du Trésor et d'obligations en souffrance, détenues par des particuliers, des gouvernements étrangers, des entreprises et des institutions financières.

« Le plan de sauvetage » : le gouvernement des États-Unis finance son propre endettement

Ironiquement, les banques de Wall Street bénéficiaires de l'argent du plan de sauvetage sont aussi les courtiers et les assureurs de la dette publique des États-Unis. Bien que les banques ne détiennent qu'une partie de la dette publique, elles font des affaires et du commerce dans le monde entier avec les titres de la dette publique libellés en dollar.

Dans une conjoncture déplaisante, les banques sont bénéficiaires d'une aumône de plus de 700 milliards de dollars, et agissent en même temps à titre de créanciers du gouvernement.

Nous avons affaire à un cercle vicieux absurde : pour financer le plan de sauvetage Washington doit emprunter à des banques qui bénéficient du plan de sauvetage.

Le gouvernement des États-Unis finance ses propres dettes.

Les administrations fédérales, étatiques et municipales sont de plus en plus paralysées, sous strict contrôle des conglomérats financiers mondiaux. Les créanciers réclament de plus en plus au gouvernement le lancement d'une réforme.

Le plan de sauvetage incite à la consolidation et à la centralisation du pouvoir bancaire, ce qui à son tour produit des retombées sur l'activité économique réelle, conduisant à une série de faillites et au chômage de masse.

Le gouvernement Obama inversera-t-il la tendance ?

La crise financière fait suite à la déréglementation du système financier.

Obama a déclaré sans équivoque sa volonté de s'attaquer aux échecs politiques du gouvernement Bush, et de « démocratiser » le système financier étasunien. Barack Obama, le président élu, affirme être déterminé à inverser la

Qui sont les artisans de la débâcle économique ? Le gouvernement Obama inversera-t-il la tendance ?

tendance :

« Rappelons-nous que si cette crise financière nous a appris quelque chose, c'est que nous ne pouvons avoir une Wall Street prospère pendant que le commun des mortels souffre. Dans ce pays, nous nous élevons ou chutons en tant que nation, en tant que peuple. » (Président élu Barack Obama, 4 novembre 2008, souligné par l'auteur)

Avec désinvolture, les démocrates reprochent au gouvernement Bush la débâcle financière d'octobre.

Obama a fait savoir qu'il établira un programme politique tout autre, qui servira les intérêts du commun des mortels :

« Demain, vous pourrez tourner la page sur les politiques qui poussent à la cupidité et à l'irresponsabilité de Wall Street devant le dur labeur et le sacrifice des hommes et des femmes de la rue. Demain, vous pourrez choisir les politiques qui investissent dans notre classe moyenne, créent de nouveaux emplois et accroissent cette économie, de sorte que tout le monde ait une chance de réussir, du directeur général à la secrétaire et au concierge, du propriétaire de l'usine aux hommes et femmes qui y travaillent. » (Barack Obama, campagne électorale, 3 novembre 2008. Souligné par l'auteur.)

Obama est-il engagé dans le « domptage de Wall Street » et dans la « neutralisation des marchés financiers ? »

Ironiquement, cette politique de « cupidité et d'irresponsabilité » fut instaurée sous Le gouvernement Clinton.

La *Financial Services Modernization Act* (FSMA ou loi de modernisation des services financiers) de 1999 a incité à abroger la Glass-Steagall Act de 1933. La Glass-Steagall Act, ce pilier du « New Deal » du président Roosevelt, fut instaurée en réponse au climat de corruption, de manipulation financière et de « délit d'initié » qui mena à la faillite de plus de 5.000 banques dans les années qui suivirent le krach de Wall Street en 1929.

Dans le cadre de la Financial Services Modernization Act de 1999, le contrôle effectif de l'ensemble du secteur des services financiers des États-Unis (incluant les compagnies d'assurance, les fonds de pension, les titres, etc) a été cédé à une poignée de conglomérats financiers et à leurs associés, les fonds spéculatifs (hedge funds).

Les instigateurs du désastre financier

Qui sont les artisans de cette débâcle ?

Ironie amère, l'équipe de transition du président élu Barack Obama songe à présent aux instigateurs du désastre financier pour le poste de secrétaire au Trésor :

Lawrence Summers a joué un rôle clef dans le lobbying au Congrès pour l'abrogation de la Glass Steagall Act. Sa nomination opportune au poste de secrétaire au Trésor par le président Clinton en 1999 a permis de forcer l'adoption de la Financial Services Modernization Act en novembre 1999. Au terme de son mandat à la tête des Finances, il est devenu président de l'université de Harvard (2001-2006).

Paul Volker était président de la Réserve fédérale dans les années 1980 de l'ère Reagan. Il a joué un rôle central dans la mise en oeuvre de la première phase de déréglementation financière, qui a favorisé la foule de faillites, fusions et acquisitions menant à la crise financière de 1987.

Timothy Geithner est directeur général de la Banque de la Réserve fédérale de New York (FRBNY), la plus puissante institution financière privée d'Amérique. Il est aussi ancien fonctionnaire des Finances du gouvernement Clinton. Il a travaillé pour Kissinger Associates et fut aussi en poste au FMI. La FRBNY joue un rôle en coulisses dans la mise au point de la politique financière. Geithner agit pour le compte de puissants financiers derrière la FRBNY. Il est en plus membre du Council on Foreign Relations (CFR).

Qui sont les artisans de la débâcle économique ? Le gouvernement Obama inversera-t-il la tendance ?

Jon Corzine, aujourd'hui gouverneur du New Jersey, est un ancien directeur général de Goldman Sachs.

Au moment de la rédaction de cet article, le favori d'Obama pour le poste de secrétaire au Trésor était Larry Summers.

Lawrence Summers, professeur d'économie à l'université de Harvard, a servi d'économiste en chef à la Banque mondiale (1991-1993). Il a contribué à la conception des réformes macro-économiques imposées à nombre de pays émergents endettés. Dans le cadre du programme d'ajustement structurel (PAS), parrainé par le FMI et la Banque mondiale, l'impact social et économique de ces réformes a été dévastateur, entraînant une extrême pauvreté.

La période de Larry Summer à la Banque mondiale coïncidait avec l'effondrement de l'Union Soviétique et l'imposition de la « médecine économique » mortelle du FMI et de la Banque mondiale en Europe de l'Est, dans les anciennes républiques soviétiques et dans les Balkans.

En 1993, Summers est passé au Trésor des États-Unis. Il a d'abord occupé le poste de sous-secrétaire au Trésor pour les affaires internationales et, plus tard, secrétaire d'État adjoint. En liaison avec ses anciens collègues du FMI et de la Banque mondiale, il a joué un rôle clef dans l'élaboration du « traitement de choc » économique lié au train de réformes imposées à la Corée du Sud, à la Thaïlande et à l'Indonésie, lors de l'apogée de la crise asiatique de 1997.

Les accords de plan de sauvetage négociés avec ces trois pays ont été coordonnés au Trésor par Summers, en liaison avec la Banque de la Réserve fédérale de New York et les institutions de Bretton Woods à Washington. Summers a travaillé en étroite collaboration avec le directeur général adjoint du FMI, Stanley Fischer, nommé ensuite gouverneur de la Banque centrale d'Israël.

Larry Summers est devenu secrétaire au Trésor en juillet 1999. C'est un protégé de David Rockefeller. Ce fut l'un des principaux artisans de l'infâme Financial Services Modernization Act, qui, purement et simplement, légitima le délit d'initié et la manipulation financière.

« Mettre le renard à la garde du poulailler »

Summers est aujourd'hui consultant pour Goldman Sachs et directeur général de DE Shaw Group, un organisme de fonds spéculatifs. En tant que gestionnaire de fonds de spéculation, ses contacts avec les Finances ainsi que Wall Street lui procurent de précieuses informations privilégiées sur le mouvement des marchés financiers. Sous la gouverne de Larry Summers, et en conséquence directe de la crise financière, le DE Shaw Group a fait des bénéfiques records. À la fin octobre 2008, à l'apogée de la crise financière, le DE Shaw Group a annoncé 7 milliards de dollars de revenu, en augmentation de 22 pour cent sur l'année précédente, « avec près de trois fois plus d'argent dans la main qu'il y a un an » (2theadvocate.com 31 octobre 2008).

Mettre un gestionnaire de fonds de spéculation (ayant des liens avec l'establishment financier de Wall Street) en charge des Finances équivaut à placer le renard à la garde du poulailler.

Le Consensus de Washington

Summers, Geithner, Corzine, Volker, Fischer, Phil Gramm, Bernanke, Hank Paulson, Rubin, sans oublier Alan Greenspan, et autres, sont des copains. Ils jouent au golf ensemble ; ils ont des liens avec le Council on Foreign Relations et les Bilderberg ; ils agissent de concert conformément aux intérêts de Wall Street ; ils se rencontrent à huis clos ; ils sont sur la même longueur d'onde ; ils sont démocrates et républicains.

Bien qu'ils puissent être en désaccord sur certaines questions, ils sont fermement attachés au consensus Washington-Wall Street. Ils sont absolument impitoyables dans la gestion de leurs opérations économiques et

Qui sont les artisans de la débâcle économique ? Le gouvernement Obama inversera-t-il la tendance ?

financières. Leurs actions sont motivées par le profit. En dehors de leur strict intérêt envers le « rendement » des « marchés, » ils sont peu concernés par la « vie des êtres humains, » par l'impact de l'éventail d'implacables réformes macro-économiques et financières sur la vie des gens, réformes qui poussent à la faillite des secteurs entiers de l'activité économique.

Le raisonnement sous-jacent au discours économique néolibéral est souvent cynique et méprisant. À cet égard, le discours économique de Lawrence Summers se distingue. Il est connu chez les écologistes pour avoir proposé de déverser les déchets toxiques dans les pays du tiers monde, car, là-bas, les gens ont la vie plus courte et le coût de main-d'oeuvre est extrêmement bas, ce qui signifie essentiellement que la valeur de marché des gens du tiers monde est très inférieure. Selon Summers, cela rend l'exportation des matières dangereuses vers les pays pauvres beaucoup plus « rentable ». En 1991, une note de service controversée de la Banque mondiale, signée par l'économiste en chef Larry Summers, indique ce qui suit (extraits, souligné par l'auteur) :

Date : 12 décembre 1991 - Pour : Distribution - De : Lawrence H. Summers - Objet : GEP [GEP signifie Bonnes Pratiques Environnementales, ndt]

Industries « sales » : Juste entre vous et moi, la Banque mondiale ne devrait-elle pas encourager DAVANTAGE la migration des industries sales vers les pays les moins développés ? Je pense à trois raisons :

1) **La mesure du coût de la pollution altérant la santé dépend des gains prévus de l'augmentation de la morbidité et de la mortalité.** .. De ce point de vue une quantité donnée de pollution affectant la santé doit être faite dans le pays ayant les coûts les plus faibles, qui sera le pays dont les salaires sont les plus bas. **Je pense que la logique économique derrière le déchargement de déchets toxiques dans le pays aux salaires les plus bas est irréfutable et nous devons la regarder en face.**

2) Le coût de la pollution est susceptible d'être non linéaire, car l'augmentation initiale de pollution a sans doute un coût très bas. J'ai toujours pensé que **les pays sous-peuplés d'Afrique** sont infiniment peu pollués, la qualité de leur air est sans doute considérablement peu rentable par rapport à Los Angeles ou Mexico. Ce qui empêche l'amélioration du bien-être mondial du commerce de la pollution de l'air et des déchets, c'est le seul fait déplorable que tant de pollution soit produite par des industries non négociables (transport, production d'électricité), et que le coût unitaire du transport des déchets solides soit si élevé.

3) **La demande d'un environnement propre pour des raisons esthétiques et de santé est susceptible d'avoir une très grande élasticité de revenus.** [La demande augmente avec le niveau de revenu]. L'inquiétude à propos d'un agent ayant une chance sur un million de provoquer le cancer de la prostate est de toute évidence beaucoup plus élevée dans un pays où les gens survivent au cancer de la prostate que dans un pays où le taux de mortalité des moins de 5 ans est de 200 pour mille. . .

www.globalpolicy.org/socecon/envronmt/summers.htm

L'attitude de Summers sur l'exportation de la pollution vers les pays émergents a eu un impact marqué sur la politique environnementale des États-Unis :

En 1994, « pratiquement tous les pays du monde se sont dissociés des réflexions de « logique économique » de M. Summers formé à Harvard, sur le déversement des poisons des pays riches chez leurs voisins plus pauvres, et ils ont décidé d'interdire l'exportation des déchets dangereux de l'OCDE vers les pays [émergents] non membres de l'OCDE dans le cadre de la Convention de Bâle. Cinq ans plus tard, les États-Unis sont l'un des rares pays n'ayant toujours ni ratifié la Convention de Bâle ni l'Amendement d'Interdiction de la Convention de Bâle sur l'exportation des déchets dangereux de l'OCDE vers les pays hors OCDE. (Jim Valette, [La guerre contre la Terre de Larry Summers](#), Counterpunch, non daté)

Crise asiatique de 1997 : Répétition générale des choses à venir

Au cours de l'année 1997, la spéculation monétaire, instrumentée par de grandes institutions financières et dirigée contre la Thaïlande, l'Indonésie et la Corée du Sud, a favorisé l'effondrement des monnaies nationales et le transfert de milliards de dollars des réserves des banques centrales entre les mains de financiers privés. Plusieurs observateurs ont signalé la manipulation délibérée du marché des actions ordinaires et des devises par des banques d'affaires et des sociétés de courtage.

Bien que les accords de plan de sauvetage asiatiques étaient négociés officiellement par le FMI, les grandes banques de commerce de Wall Street (dont Chase, Bank of America, Citigroup et JP Morgan), ainsi que les « cinq grandes » banques d'affaires (dont Goldman Sachs, Lehman Brothers, Morgan Stanley et Salomon Smith Barney) ont été « consultées » sur les clauses à inclure dans ces accords.

Le Trésor des États-Unis, en lien avec Wall Street et les institutions de Bretton Woods, ont joué un rôle central dans la négociation des accords de sauvetage. Larry Summers et Timothy Geithner, ont participé activement au nom du Trésor des États-Unis au sauvetage de la Corée du Sud en 1997 :

[En 1997] MM Summers et Geithner s'activaient à persuader M. Rubin de soutenir l'aide financière à la Corée du Sud. M. Rubin se méfiait de pareille mesure, s'inquiétant du fait que fournir de l'argent à un pays en situation désespérée pourrait être une affaire perdue d'avance. . . (WSJ, 8 novembre 2008)

Ce qui est arrivé en Corée du Sud du fait des conseils du secrétaire adjoint au Trésor Larry Summers et des autres, n'a rien à voir avec l'« aide financière. »

Le pays a été littéralement mis à sac. Le sous-secrétaire des Finances, David Lipton, a été envoyé à Séoul en début décembre 1997. Des négociations secrètes ont été engagées. Washington a exigé le congédiement du Ministre des Finances de Corée du Sud et l'acceptation sans réserve du « sauvetage » du FMI.

Aussitôt après sa nomination, le nouveau secrétaire au Trésor, qui était un ancien fonctionnaire du FMI et de la Banque mondiale, est parti précipitamment à Washington pour des « consultations » avec son ancien collègue Stanley Fischer, directeur général adjoint du FMI.

« Le corps législatif coréen s'est réuni en sessions extraordinaires le 23 décembre. La décision finale, concernant le marché de 57 milliards de dollars, a été prise le lendemain, le 24 décembre, lors du réveillon de Noël, après les heures de bureau à New York. Les plus hauts financiers de Wall Street, de Chase Manhattan, Bank America, Citicorp et JP Morgan, ont été convoqués pour une réunion à la Banque de la Réserve fédérale de New York. C'est aussi dans la salle du réveillon de Noël où se retrouvaient les représentants des cinq grandes banques d'affaires de New York, notamment Goldman Sachs, Lehman Brothers, Morgan Stanley et Salomon Smith Barney. Et à minuit, au réveillon de Noël, recevant le feu vert des banques, le FMI a accordé à la hâte 10 milliards de dollars à Séoul pour répondre à l'avalanche de dettes à court terme venant à échéance.

Les coffres de la Banque centrale de Corée du Sud ont été mis à sac. Les créanciers et les spéculateurs attendaient anxieusement pour toucher leur butin. Ces mêmes institutions, qui spéculaient contre la victoire coréenne, ont encaissé l'argent du plan de sauvetage du FMI. C'était une escroquerie. » (Voir Michel Chossudovsky, [The Recolonization of Korea](#), publié par la suite en chapitre de *The Globalization of Poverty and the New World Order*, Global Research, Montréal, 2003.)

Cette « puissante médecine économie » est la prescription du Consensus de Washington. « Souffrance à court terme pour gains à long terme » était la devise de la Banque mondiale durant la période où Lawrence Summers était économiste en chef. (Voir IMF, [World Bank Reforms Leave Poor Behind](#), Bank Economist Finds, Bloomberg, 7 novembre 2000)

Qui sont les artisans de la débâcle économique ? Le gouvernement Obama inversera-t-il la tendance ?

Nous avons affaire à tout un « réseau de vieux copains » fonctionnaires et conseillers du Trésor, de la Réserve fédérale, du FMI, de la Banque mondiale, des groupes de réflexion de Washington, qui sont en lien permanent avec les principaux bailleurs de fonds de Wall Street.

Quel qu'il soit, celui que choisira l'équipe de transition d'Obama fera partie du Consensus de Washington.

La Financial Services Modernization Act de 1999

Ce qui est arrivé en octobre 1999 est décisif.

À la suite de longues négociations à huis clos dans les salles de réunion de Wall Street, dans lesquelles Larry Summers joua un rôle central, le cadre réglementaire contrôlant les puissants conglomérats bancaires de Wall Street fut abrogé « d'un trait de plume. »

Larry Summers travaillait en étroite collaboration [avec le sénateur Phil Gramm](#) (1985-2002), président du comité sénatorial des banques, qui fut l'artisan législatif de la Gramm-Leach-Bliley Financial Services Modernization Act, promulguée le 12 novembre 1999 (voir la photo de groupe ci-dessus). (Pour le texte complet voir sur le site du Congrès des États-Unis : [Pub.L. 106-102](#)). En tant que sénateur du Texas, Phil Gramm fut étroitement associé à Enron.

En décembre 2000, en fin du mandat de Clinton, Gram présenta un deuxième projet de loi appelé Gramm-Lugar Commodity Futures Modernization Act (FSMA), qui ouvrait la voie à l'attaque spéculative dans les produits de base, notamment le pétrole et les denrées alimentaires.

« Cette loi, a-t-il déclaré, permettrait de s'assurer que ni la SEC ni la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) ne pouvaient contrôler les affaires des produits financiers modernes appelés swaps, et donc " protégerait les institutions financières de la sur-réglementation » et la « position de leader mondial de notre secteur des services financiers dans le nouveau siècle. » (Voir David Corn, Foreclosure Phil, [Mother Jones](#), juillet-août 2008)

Phil Gramm était le premier choix de McCain pour le poste de secrétaire au Trésor.

Dans le cadre des nouvelles règles de la FSMA, ratifiée par le Sénat américain en octobre 1999 et approuvée par le Président Clinton, les banques commerciales, sociétés de courtage, fonds spéculatifs, investisseurs institutionnels, fonds de pension et compagnies d'assurance, peuvent investir librement dans toute autre entreprise, ainsi que regrouper entièrement leurs opérations financières.

Un « supermarché financier mondial » a été créé, ouvrant la voie à une énorme concentration de puissance financière. L'un des personnages clefs à l'origine de ce projet fut le secrétaire au Trésor Larry Summers, en coopération avec David Rockefeller. Summers décrivait la FSMA comme « le fondement législatif du système financier du 21ème siècle. » Ce fondement législatif est l'une des principales raisons de la débâcle financière de 2008.

Désarmement financier

Il ne peut y avoir de solution constructive à la crise, sauf réforme majeure dans le système financier, ce qui implique, entre autres, le gel du négoce spéculatif et la « neutralisation des marchés financiers. » Le projet de neutralisation des marchés financiers fut proposé pour la première fois dans les années 40 par John Maynard Keynes, comme un moyen d'instaurer un système monétaire international multipolaire. (Voir JM Keynes, Activities 1940-1944, Shaping the Post-War World : The Clearing Union, The Collected Writings de John Maynard Keynes, Royal Economic Society, Macmillan et Cambridge University Press, Vol. XXV, Londres 1980, p. 57) .

Le commun des mortels contre Wall Street

Où sont « les candidats du Main Street » retenus par Obama ? C'est-à-dire, ceux qui obéissent aux intérêts des gens des quatre coins des États-Unis. Aucun leader du milieu communautaire ou représentant des travailleurs n'est sur la liste des postes clefs d'Obama.

Le président élu désigne les artisans de la déréglementation financière.

Aucune réforme financière constructive ne peut être adoptée par des fonctionnaires nommés par Wall Street et agissant en son nom.

Ceux qui en 1999 ont incendié le système financier, sont rappelés pour éteindre le feu.

La « solution » du « sauvetage » proposée pour la crise provoque davantage de débâcle économique.

Il n'y a aucune solution politique à l'horizon.

Les conglomérats bancaires mènent le bal. Ils décident de la composition du gouvernement Obama. Ils ont aussi choisi l'ordre du jour du sommet financier de Washington (15 novembre 2008), prévu pour jeter les bases de la création d'un nouveau « système financier mondial. »

Le plan de Wall Street a déjà été discuté derrière les portes closes : le programme secret est d'établir un système monétaire international unipolaire, dominé par la puissance financière des États-Unis, qui à son tour serait protégée et sécurisée par la supériorité militaire du pays.

Le néolibéralisme à « visage humain »

Rien n'indique qu'Obama rompra les ponts avec ses commanditaires de Wall Street, qui ont largement financé sa campagne électorale.

Goldman Sachs, JP Morgan Chase, Citigroup, Microsoft de Bill Gates sont parmi ses principaux donateurs de la campagne.

Au nombre des individus les plus riches du monde, Warren Buffett n'a pas fait que soutenir la campagne électorale de Barack Obama, il est membre de son équipe de transition, jouant un rôle clef dans la formation de ses ministères.

Warren Buffett

À moins d'un bouleversement majeur dans le système des nominations politiques aux postes clefs, un ordre du jour économique alternatif de Barack Obama axé sur la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois est grandement improbable.

Barack Obama à la conférence de presse du 7 novembre. Joe Biden (à gauche), Rahm Emanuel (à droite), récemment nommé secrétaire général de la Maison Blanche (Chief of Staff). Photo : Charles Dharapak

Ce à quoi nous assistons est la continuité.

Obama procure un « visage humain » au statu quo. Ce visage humain sert à tromper les Étatsuniens sur la nature de l'économie et de l'action politique.

Qui sont les artisans de la débâcle économique ? Le gouvernement Obama inversera-t-il la tendance ?

Les réformes économiques néolibérales restent inchangées.

L'essentiel de ces réformes, dont le « plan de sauvetage » des plus importantes institutions financières étasuniennes, détruit en fin de compte l'économie réelle, tout en forçant à la faillite des régions entières du secteur manufacturier et de l'économie des services.

Original : [Who are the Architects of Economic Collapse ? Will an Obama Administration Reverse the Tide ?](#), publié le 9 novembre 2008.

Traduction libre de Pétrus Lombard. Révisée par Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#).

[Mondialisation.ca](#), Le 16 novembre 2008